



POLITIQUE

Le gouvernement souhaite renforcer l'apprentissage de l'arabe, au risque de la controverse

CAROLINE BEYER [@BeyerCaroline](#)
ET MARIE-ESTELLE PECH
[@MariestellPech](#)

EMMANUEL MACRON a plaidé vendredi pour «enseigner davantage la langue arabe à l'école» ou «dans un périscolaire que nous maîtrisons» car «notre jeunesse est aussi riche de cette culture plurielle», lors de son discours sur le «séparatisme» aux Mureaux. Une phrase qui n'a pas beaucoup fait réagir. Un signe des temps ? Habituellement, des élus politiques de droite et d'extrême-droite fustigent l'idée même d'une relance de l'enseignement de l'arabe, cette dernière pouvant aboutir à un «communautarisme minant la cohésion nationale», a-t-on pu entendre. Najat Vallaud-Belkacem, puis Jean-Michel Blanquer, ont connu une forte hostilité ces dernières années lorsqu'ils avaient évoqué ce sujet, chacun à leur tour en tant que ministres de l'Éducation.

Associée à l'immigration, à l'islam, voire au terrorisme, la langue arabe souffre d'une aura controversée, d'un «déficit d'image», préfère l'inspectrice générale d'arabe, Sophie Tardy. Et cet apprentissage est

très loin d'attirer les foules, quelles que soient les déclarations politiques volontaristes sur le sujet. C'est la huitième langue enseignée en France, derrière le portugais et le russe. Le ministère de l'Éducation n'envisage d'ailleurs pas d'embaucher davantage de professeurs d'arabe «sauf si la demande augmente». Elle est précisément assez faible, la concurrence des autres langues n'expliquant pas tout.

Section «d'immigrés»

Au collège et au lycée, seuls 14 978 collégiens et lycéens étudient l'arabe, le plus souvent en deuxième ou troisième langue, soit 0,2 % des élèves, en dépit de nos liens économiques et diplomatiques étroits avec le Maghreb et le Proche-Orient. Les classes bilangues et les sections internationales créées dans les établissements sont celles qui attirent le plus, notamment les enfants de couples franco-arabes, grâce à leur image élitiste. Si la population d'élèves arabophones augmente légèrement depuis 2010, elle reste très limitée alors qu'environ 3 millions de Français parlent arabe sur notre territoire. «La situation géopolitique instable du monde arabe ne nous aide pas, sans compter

l'image des banlieues, soupire l'ancien inspecteur d'arabe, Michel Neyreneuf. *Difficile d'organiser un voyage scolaire, par exemple. C'est presque plus simple d'aller en Chine!*». Autre particularité, les élèves sont parfois échaudés par les difficultés d'apprentissage, la langue classique écrite étant très différente des dialectes utilisés couramment à l'oral, eux-mêmes différents de la langue arabe internationale que l'on peut entendre sur la très populaire chaîne de télévision al-Jazeera. Sans parler de tel ou tel proviseur, peu ravi par l'ouverture d'une section d'arabe dans son établissement, cette dernière étant parfois assimilée par des parents, y compris d'origine arabe, à une section «d'immigrés».

François I^{er} créa la première chaire d'arabe au Collège dès 1530. Cet enseignement pluricentenaire est en partie laissé à l'abandon au profit de cours proposés par les mosquées et associations confessionnelles. L'Institut Montaigne proposait d'ailleurs, en 2018, pour la énième fois, de «relancer l'apprentissage de la langue arabe», insistant sur le fait que l'enjeu est «majeur tant les cours d'arabe sont devenus pour les islamistes le meilleur moyen d'attirer



des jeunes dans leurs mosquées et écoles». N'importe qui peut s'y im-proviser professeur et se contenter de faire apprendre par cœur le Co-ran. Mais l'État ne peut pas s'en mê-ler, contrairement à ce qui se passe dans les controversés enseigne-ments de langue et de culture d'ori-gine (Elco), lesquels concentrent le gros des écoliers apprenant l'arabe en périscolaire.

Cet enseignement s'est mis en place dans les années 1970 : la France a signé des accords bilatéraux avec huit États (Algérie, Maroc, Tunisie, Turquie, Espagne, Portugal, Italie et ex-Yougoslavie) pour maintenir la connaissance de la langue d'origine dans une perspective de retour au pays. Ces cours sont dispensés dès le CE1 par des intervenants étrangers payés par leurs pays. Un peu à l'ima-gine des imams détachés.

Aujourd'hui, 59 000 élèves du primaire suivent des cours d'arabe en dehors du temps scolaire - mais dans les murs des écoles publiques - environ 1 h 30 par semaine, après la classe, le mercredi après-midi ou le samedi. Les Elco ont fait l'objet d'innombrables rapports critiques, considérant que ces enseignements étaient susceptibles de conduire au communautarisme, des critiques surtout concentrées sur la langue turque. Après l'affaire du voile à Creil, en 1989, des voix avaient commencé à s'élever pour dénon-cer un dispositif jouant contre l'in-tégration. «*Le foulard était déjà dans l'Elco*», dira le sociologue de l'immigration Abdelmalek Sayad. En 2011, le Haut Conseil à l'intégra-tion évoque des «*catéchismes isla-miques*» et leur suppression.

Pédagogie vieillotte

Le 2 octobre, le président Macron a confirmé la transformation des

Elco, qui est en cours, en «*ensei-gnements internationaux de langues étrangères*» (Eile). Un dispositif sur lequel la France aurait davantage de contrôle, à la fois sur la qualité de l'enseignement du français et le respect des valeurs de la Républi-que. Toilettage sémantique ou réel changement ?

Leur transformation avait été amorcée sous le mandat Hollande, avec Najat Vallaud-Belkacem. La Rue de Grenelle explique cette année qu'elle contrôlera davantage ces en-seignants étrangers ainsi que les contenus. Ces nouvelles règles ont été acceptées en 2017 par la Tunisie et le Portugal puis, cet été, par le Ma-roc, la Turquie et l'Italie. Les négo-ciations avec l'Algérie sont en cours. Au total, 80 000 élèves suivent aujourd'hui ces enseignements, par-mi lesquels 14 000 pour le turc (qui a connu une progression de 14 % en un an). C'est quantitativement peu, mais symboliquement beaucoup.

La pédagogie de la répétition, souvent employée, y est parfois vieillotte, dirigiste. «*Apprendre l'al-phabét ou des chansons plusieurs an-nées d'affilée n'est pas enthousias-mant*», raconte un inspecteur. Cet enseignement pouvait occuper les enfants jusqu'à trois heures d'affilée, observe l'inspectrice Sophie Tardy : «*C'était beaucoup trop lourd. Ils ne pouvaient pas faire de sport, avoir d'autres activités périscolaires*». De quoi écœurer la grande majorité de ces écoliers qui renoncent ensuite à poursuivre l'arabe dans l'enseigne-ment secondaire.

Paradoxalement, si l'apprentis-sage de cette langue fait débat dans les petites classes, il se porte à mer-veille dans le supérieur. Un tiers des universités et la plupart des grandes écoles proposent son enseigne-ment. Les étudiants rêvent de tra-

vailler dans le conseil, la finance, le commerce ou le tourisme interna-tional, au Qatar, en Arabie saoudite ou au Koweït. ■



LUDOVIC MARIN/AFP

Notre jeunesse est aussi riche de cette culture plurielle

EMMANUEL MACRON, VENDREDI AUX MUREAUX